

Cote du document: EB 2017/122/R.8/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 6 a) iii)  
Date: 11 décembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de prêt à la République fédérale  
du Nigéria pour le Projet d'amélioration des  
moyens de subsistance des entreprises  
familiales dans le delta du Niger

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Richard John Pelrine  
Économiste régional principal  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
téléphone: +39 06 5459 2364  
courriel: r.pelrine@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef de l'Unité des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

I desbald Reinout Jan Van Der  
Does De Willebois  
Directeur  
téléphone: +39 06 5459 2397  
courriel: i.dewillebois@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectifs de développement du projet	2
C. Composantes/effets directs	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement de projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	11

## Sigles et acronymes

CBNRMP	Programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger
CDDN	Commission de développement du delta du Niger
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EPP	Évaluation de programme de pays
LIFE-ND	Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger
PTBA	Plan de travail et budget annuel

## Carte de la zone du projet

Nigéria

Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger

Rapport de conception



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 05-05-2017

## République fédérale du Nigéria

### Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République fédérale du Nigéria
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural
<b>Coût total du projet:</b>	130 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA au titre du système d'allocation fondé sur la performance pour la période 2016-2018:</b>	42,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 60 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Déficit de financement:</b>	32,1 millions d'USD.
<b>Cofinancier(s):</b>	Commission de développement du delta du Niger (CDDN)
<b>Montant du cofinancement:</b>	30 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Financement parallèle de la CDDN dans trois États supplémentaires du delta du Niger
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	Gouvernement fédéral: 3,1 millions d'USD Administrations des États: 4,9 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République du Nigéria pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger, telle qu'elle figure au paragraphe 44.

## Proposition de prêt à la République fédérale du Nigéria pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) a pour ambition de parvenir à une "économie rurale dans laquelle la population ciblée tire de la croissance économique prospérité et bénéfices équitables". Cette ambition est sous-tendue par deux objectifs stratégiques, à savoir: i) l'inclusion économique et financière, durable et résiliente face au climat, des jeunes au sein d'agroentreprises rentables; et ii) le renforcement des institutions au niveau des États et des collectivités pour favoriser leur collaboration avec des acteurs privés dans des filières clés. Le COSOP cible des familles pauvres, dont la majorité des membres sont des femmes et des jeunes au chômage vivant dans des zones rurales ou semi-urbaines. Le COSOP a également préconisé une intervention qui ciblerait un moins grand nombre d'États présentant un haut niveau d'engagement envers les projets du FIDA.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales dans le delta du Niger (LIFE-ND) cible le premier objectif stratégique du COSOP, qui consiste à favoriser l'inclusion des jeunes au sein d'agroentreprises rentables. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme national LIFE, conçu pour couvrir l'ensemble du pays. Le projet LIFE-ND mobilisera des partenariats avec d'autres initiatives actuelles de développement des entreprises agroalimentaires orientées vers les jeunes, notamment des investissements réalisés par la Banque africaine de développement pour le programme ENABLE Youth, mis en œuvre à l'échelle locale par l'Institut international d'agriculture tropicale; et le Ministère du développement international. Le projet LIFE-ND fournira un cadre de mise en œuvre au Programme LIFE à l'échelle nationale dans les 30 autres États du Nigéria, conformément à la demande du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural (ci-après Ministère de l'agriculture).

### II. Description du projet

#### A. Zone d'intervention et groupe cible

3. À l'instar du précédent programme financé par le FIDA, le Programme de gestion communautaire des ressources naturelles - Delta du Niger (CBNRMP), le projet LIFE-ND sera mis en œuvre dans neuf États du delta du Niger (Abia, Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo, Imo, Ondo et Rivers), mais le financement du FIDA se concentrera sur six de ces États, conformément aux recommandations de l'évaluation du programme de pays (EPP) réalisée en 2015. L'EPP a observé que le fait de vouloir couvrir un trop grand nombre d'États dans un même projet s'avérait

contreproductif, car cela limitait la portée du projet au sein de chaque État, affectant négativement les résultats. La Commission de développement du delta du Niger (CDDN), qui a pour mission de développer la région, a participé au cofinancement du CBNRMP. Associée au FIDA et au Gouvernement fédéral, la CDDN cofinance désormais la mise en œuvre du projet LIFE-ND dans les trois États restants. Les critères suivants ont été retenus pour sélectionner les six États bénéficiant du financement du FIDA: i) une orientation claire prise en faveur de la pauvreté, du développement local et de l'agriculture paysanne, et ii) un engagement et une volonté politique établis à l'appui d'un programme commun avec le FIDA, à hauteur du niveau de participation affiché dans le cadre du CBNRMP. Sur la base de ces critères, les représentants des autorités nigérianes ayant participé à la mission de conception du FIDA ont préconisé que le financement du FIDA couvre les États suivants: Abia, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo et Ondo. Dans chacun de ces États, le projet LIFE-ND couvrira 10 collectivités locales et 10 communautés au sein de chaque collectivité locale, sur la base de critères préétablis. Globalement, le projet s'étendra à 60 collectivités locales et à 600 communautés réparties dans l'ensemble des six États. Lors de l'examen à mi-parcours du projet, on envisagera d'adjoindre deux collectivités locales supplémentaires aux États particulièrement performants.

4. Dans les six États couverts par le FIDA, le projet LIFE-ND ciblera en premier lieu 25 500 femmes et jeunes apprentis, qui sortiront du système d'incubation nantis de leur propre entreprise rentable et d'un travail décent, et qui pourront par la suite jouer eux-mêmes un rôle d'incubateur. Le programme ciblera également quelque 600 incubateurs d'entreprise établis ou potentiels, en vue de favoriser la création d'emplois et l'autonomisation économique en faveur des bénéficiaires. Les bénéficiaires seront des jeunes âgés de 18 à 35 ans ainsi que des femmes chefs de ménage ayant à leur charge des enfants de moins de 15 ans. Globalement, le projet table sur une participation égale des hommes et des femmes. Les bénéficiaires seront sélectionnés par leur propre communauté au niveau des villages, tandis que les incubateurs seront identifiés en fonction de leur participation aux activités d'intégration aux marchés, de leur adoption du modèle de sous-traitance agricole, de leur expérience en matière d'incubation de nouvelles entreprises, et de leur capacité technique, financière, administrative et infrastructurelle à fournir des services d'incubation d'entreprise aux apprentis.

## B. Objectifs de développement du projet

5. L'objectif de développement consiste à augmenter les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir la création d'emplois chez les femmes et les jeunes ruraux, en développant des agroentreprises viables dans la région du delta du Niger au Nigéria. Cet objectif s'inscrit dans la droite ligne du premier objectif stratégique du COSOP, qui vise à promouvoir une inclusion économique et financière des jeunes qui soit à la fois durable et résiliente face aux changements climatiques, au sein d'agroentreprises rentables. Le projet contribuera également à la réalisation du second objectif stratégique, qui vise à renforcer les institutions au niveau des États et des collectivités pour favoriser leur collaboration avec les acteurs privés dans des chaînes de valeur clés. Le COSOP est également en adéquation avec Green Alternative – la politique de promotion agricole du Gouvernement nigérian (2016-2020) – qui repose sur quatre piliers: la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la substitution des importations et la diversification économique. Au terme du projet, le degré de réalisation de l'objectif fixé sera notamment évalué à partir des indicateurs suivants:
  - a) Au moins 80% des bénéficiaires directs (20 400) devront avoir obtenu une augmentation d'au moins 50% de leur sécurité alimentaire, mesurée par le raccourcissement de la période de soudure, par l'augmentation du nombre de repas quotidiens et par l'amélioration de la diversité et de la qualité de l'alimentation.

- b) Au moins 80% des bénéficiaires directs (20 400) devront avoir obtenu une hausse d'au moins 50% de leurs actifs, attestée par l'augmentation de l'indice des biens, conformément au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI).
- c) Au moins 25 500 agroentreprises dirigées par des femmes ou des jeunes proposant des emplois décents et rentables devront avoir été créées, pérennisées et consolidées.
- d) Au moins 25 500 des ménages directement bénéficiaires du projet LIFE-ND (tels que définis au point c) plus haut) devront percevoir des revenus stables, à même de leur assurer une sécurité alimentaire accrue et des moyens de subsistance durables.
- e) Les agroentrepreneurs bénéficiaires devront avoir obtenu une hausse d'au moins 50% du volume produit et commercialisé.
- f) Au moins 50% des institutions rurales promouvant la rentabilité des agroentreprises orientées vers les jeunes devront bénéficier d'un appui et d'un renforcement.

### C. Composantes/effets directs

- 6. Composante 1: Amélioration des perspectives économiques chez les femmes et les jeunes ruraux, en aidant les bénéficiaires à créer des agroentreprises rentables. Cette composante s'appuiera sur quatre sous-composantes interdépendantes.
  - a) Sous-composante 1.1: Incubation d'agroentreprises rurales, qui générera environ 25 500 agroentreprises via le système d'incubation.
  - b) Sous-composante 1.2: Infrastructures de production et de commercialisation, ce qui permettra, en réponse à la demande, de développer quelque 30 000 hectares de terre et de nombreux équipements de transformation/production, et de construire des routes et des ponts en zone rurale en vue de faciliter l'accès au marché.
  - c) Sous-composante 1.3: Services financiers aux agroentreprises rurales, qui appuieront le développement des entreprises via: i) la promotion de l'épargne; ii) des systèmes de paiement, et iii) un dispositif de crédit en monnaie scripturale pour les modalités de préfinancement relatives aux achats. D'autres systèmes actuellement en cours de développement, dont le mécanisme de crédit de la Bank of Agriculture, le Dispositif nigérian de partage des risques fondé sur des incitations concernant les prêts agricoles et le Fonds de développement des moyennes, petites et microentreprises, feront l'objet d'une analyse d'efficacité en vue d'être éventuellement intégrés au projet LIFE-ND lors de l'examen à mi-parcours.
  - d) Sous-composante 1.4: Renforcement institutionnel, qui appuiera le développement des capacités des institutions rurales, notamment les associations faitières de développement de producteurs du CBNRMP; assistance technique aux projets de développement agricole au niveau des États, en faveur d'une prestation de services de vulgarisation inclusifs et pluralistes; reproduction à plus grande échelle du forum des associations de producteurs à l'appui du Programme de développement des filières; appui aux parties prenantes et aux organisations de la société civile, pour assurer un suivi efficace des activités du projet LIFE-ND.
- 7. Composante 2: Gestion et coordination de projet, pour garantir que le projet soit géré de façon efficiente et efficace et qu'il obtienne des résultats, moyennant une communication et une gestion des savoirs intégrées à tous les aspects des opérations.



### III. Exécution du projet

#### A. Approche

8. Le Ministère de l'agriculture est le principal organisme d'exécution du projet, son partenaire d'exécution étant la Commission de développement du delta du Niger (CDDN). La coordination sera établie sur quatre niveaux: i) un bureau national de coordination du projet assurant la liaison avec l'unité de coordination du projet du Ministère de l'agriculture à Abuja; ii) un bureau de coordination du projet chargé de la gestion, de la coordination et de la supervision globales des activités du projet LIFE-ND; iii) des bureaux d'État de coordination du projet, situés dans chaque État participant, chargés de coordonner et superviser les activités du projet LIFE-ND dans chaque État respectif; iv) des bureaux de liaison avec les collectivités locales, situés dans les collectivités locales participantes et chargés de favoriser l'engagement des communautés et de recueillir des données en vue de les transmettre aux bureaux de coordination régionaux et d'État. Au niveau fédéral, le projet sera exécuté sous la supervision et avec les orientations du comité national de pilotage du projet, dont le travail sera facilité par le Projet national d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales. À l'échelle régionale, le comité de pilotage technique régional approuvera le programme de travail et budget annuel (PTBA). À l'échelle des États, un comité de pilotage d'État jouera un rôle de supervision pour le compte de l'administration de l'État et approuvera le PTBA au niveau de l'État.

#### B. Cadre organisationnel

9. Les activités du projet LIFE-ND sur le terrain et au niveau des communautés seront mises en œuvre par des entités du secteur privé sélectionnées par appel à la concurrence. Les bureaux de liaison des collectivités locales contribueront activement à sensibiliser et à mobiliser les jeunes et les femmes autour du projet. Les responsables des autorités régionales sont désignés en tant que "coordinateurs", tandis que les responsables des autorités au niveau des États sont désignés en tant qu'"agents". Leurs homologues au niveau des collectivités locales sont désignés en tant qu'"agents de liaison". Une mise en œuvre en deux temps est envisagée: une première phase étalée sur un à trois ans, avec 25 incubateurs ou entreprises établies pour chaque État; puis une seconde phase étalée sur quatre à six ans, avec 75 incubateurs supplémentaires par État, qui s'appuierait sur les expériences de la première phase, pour un total de 100 incubateurs par État. Les bénéficiaires seront identifiés via un appel à manifestation d'intérêt, qui sera examiné par un comité dirigé par des prestataires de services sélectionnés par appel à la concurrence, lesquels travailleront en partenariat avec des organisations non gouvernementales locales de confiance.

#### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

10. Le projet LIFE-ND développera un système de suivi-évaluation fondé sur les résultats afin d'éclairer les prises de décision à tous les niveaux. Les informations fournies par ce système permettront de jauger la progression de l'exécution, de mesurer les résultats et l'impact des activités du projet sur la population cible et d'améliorer le pilotage du projet. Ce système intégrera une présélection d'indicateurs aisément vérifiables en lien avec le SYGRI du FIDA. Le système de suivi-évaluation reposera principalement sur le cadre logique du projet LIFE-ND, au moyen d'indicateurs ventilés, autant que possible, par sexe et par âge, en vue d'établir la contribution du projet en matière de parité hommes/femmes, d'autonomisation des femmes et d'inclusion des jeunes.
11. Une stratégie de gestion des savoirs sera développée par le projet LIFE-ND durant les six premiers mois de sa mise en œuvre et mise en corrélation avec la stratégie de gestion des savoirs du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural. Cette stratégie donnera lieu à une chaîne de résultats entre le suivi-

évaluation, les savoirs et la communication afin de rassembler, traiter, consigner, utiliser et diffuser largement les données et informations générées par les activités du projet. De nombreux médias et nouvelles technologies seront utilisés à cette fin.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

12. Au niveau fédéral, le Nigéria progresse dans l'amélioration de ses systèmes de gestion des finances publiques et dans l'adoption de pratiques et de normes internationales. Au niveau des États, la qualité des systèmes de gestion des finances publiques varie et doit être améliorée, comme l'indiquent les rapports sur les dépenses publiques et la responsabilité financière.
13. Une évaluation de la gestion financière a été effectuée au moment de la conception du projet. Le risque initial du projet a été jugé "élevé". Les modalités de gestion financière suivront largement le modèle déjà mis en place pour les projets en cours du FIDA. En conséquence, le bureau de coordination du projet, agissant par l'intermédiaire des bureaux d'État de coordination du projet, assumera la gestion globale de la performance fiduciaire du projet, notamment la budgétisation, la comptabilité, l'établissement des rapports financiers, la soumission des demandes de retrait au FIDA et le recrutement du commissaire aux comptes. Du personnel financier qualifié sera recruté, par mise en concurrence, au sein du bureau de coordination du projet et dans chacun des bureaux d'État de coordination de projet, notamment un contrôleur financier, des comptables et des auditeurs internes. Le bureau de coordination de projet et les bureaux de coordination de projet au niveau des États consigneront toutes les transactions au moyen d'un logiciel de comptabilité personnalisé, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, et prépareront des rapports financiers périodiques sous des formes convenues avec le FIDA. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux normes internationales d'audit généralement reconnues et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Le financement du FIDA sera décaissé sur la base de demandes de retrait dûment certifiées, conformément aux procédures du FIDA en matière de décaissement, qui seront précisées dans le manuel d'exécution du programme et la lettre à l'emprunteur.
14. S'agissant du flux des fonds, un compte désigné distinct, libellé en dollars des États-Unis, sera ouvert à la Banque centrale du Nigéria pour recevoir le prêt du FIDA. Pour permettre aux autorités fédérales du Nigéria de contrôler les entrées de fonds, le compte désigné sera un sous-compte du compte de trésorerie unique du Gouvernement nigérian. Les fonds circuleront du compte désigné au compte de retrait et au compte dévolu aux prêts correspondant au projet (compte de projet A) libellé en naira (₦), la monnaie locale. Les fonds de contrepartie fédéraux seront déposés sur un compte séparé. Le bureau de coordination du projet sera autorisé à superviser le compte désigné et le compte accueillant les fonds de contrepartie fédéraux. Chaque État ouvrira deux comptes libellés en naira: i) un compte de projet au niveau de l'État (compte de projet B) destiné à recevoir les fonds du compte de retrait; ii) un compte recevant les fonds de contrepartie au niveau de l'État. Chaque bureau d'État de coordination du projet aura qualité pour superviser le compte de projet B et le compte recevant les fonds de contrepartie au niveau de l'État.
15. Le projet sera soumis à la politique anticorruption du FIDA, en vertu de laquelle le FIDA applique une tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de projets financés par ses prêts et ses dons.
16. Passation des marchés. Comme c'est le cas pour tous les autres projets du FIDA, le projet LIFE-ND s'appuiera sur une unité de gestion de projet au niveau national, qui interviendra en tant qu'organisme de service et qui centralisera certaines fonctions pour tous les projets en vue d'en accroître l'efficacité, notamment: la

liaison avec l'unité de coordination de projet du Ministère de l'agriculture, le suivi-évaluation et les acquisitions par voie d'appel d'offres. Dans ce dernier cas – indépendamment des achats d'articles de faible valeur via des fournisseurs locaux – l'unité nationale de gestion de projet fera appel, par voie d'appel d'offres, à des organismes de passation de marchés professionnels qui interviendront sur tous les projets. Ces services seront entièrement conformes à la réglementation nigérienne en matière de passation des marchés publics ainsi qu'aux politiques du FIDA. Le prestataire de services fera l'objet d'un audit indépendant chaque année. L'unité nationale de gestion de projet peut également envisager d'engager le prestataire de services sur le principe d'un forfait de base pour chaque passation de marché, assorti d'une prime incitative annuelle en cas de bonne performance.

## E. Supervision

17. La supervision du projet sera directement assurée par le FIDA et fera intervenir des partenaires clés. La fonction de supervision et d'appui à l'exécution comprendra:
  - a) un atelier de démarrage; b) des évaluations du PTBA et un suivi de la mise en œuvre; c) un examen annuel du projet, avec notamment une évaluation des rapports de situation élaborés par le bureau régional de coordination du projet; d) des examens des demandes de retrait et des documents de passation des marchés; e) des missions sur le terrain menées conjointement par le Ministère de l'agriculture, la CDDN, les acteurs du secteur privé participant au projet et d'autres partenaires; f) une supervision annuelle et des missions spécialisées d'appui à l'exécution conduites par des spécialistes de gestion financière et de passation des marchés ainsi que par des experts techniques; g) un examen à mi-parcours du projet afin d'élaborer les mesures correctives nécessaires; h) des ateliers et événements de partage des savoirs visant à capitaliser et à mutualiser les connaissances sur les performances du projet; i) un appui à la procédure d'achèvement du projet.
18. Le FIDA et le Ministère de l'agriculture organiseront un atelier de démarrage pour aider les parties prenantes à développer une compréhension commune de la stratégie de mise en œuvre du projet, une vision partagée de ses objectifs et une prise de conscience du rôle et des responsabilités de chaque participant.

## IV. Coût, financement et avantages du projet

### A. Coût du projet

19. Le projet LIFE-ND sera financé par: i) le Gouvernement fédéral; ii) les six États participants; iii) la CDDN; iv) le FIDA. Le Gouvernement fédéral renoncera à ses recettes fiscales. Les administrations des États financeront en partie les salaires du personnel des bureaux d'État de coordination du projet, mettront 30 000 ha de terre à disposition du projet et financeront à hauteur de 50% les coûts de préparation des terres sur les 6 000 hectares destinés aux incubateurs. La CDDN versera 30 millions d'USD au titre d'un financement parallèle afin d'étendre le projet LIFE-ND aux trois États du delta du Niger non couverts par le prêt du FIDA.
20. Le financement du FIDA durant la première phase (2018-2024) sera versé sous forme d'un prêt de 60 millions d'USD assorti des modalités suivantes: i) un taux d'intérêt fixe de 1,25% sur le principal non remboursé; ii) un délai de remboursement de 25 ans; iii) un différé d'amortissement de cinq ans; iv) une commission de service de 0,75% engagée par l'emprunteur à compter de la date d'approbation du Conseil d'administration. Le financement additionnel de 32,1 millions d'USD sera alloué par le FIDA au titre de la seconde phase (2025-2029) sous réserve des disponibilités et des futures modalités et conditions de financement.

Tableau 1  
**Coût du projet, par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		CDDN		Gouvernement fédéral		Administrations des États		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	
1. Amélioration des perspectives économiques des jeunes et des femmes ruraux												
1.1 Incubation des agroentreprises rurales	27 874	50,5	14 339	26,0	12 496	22,6	522	0,9	-	-	55 230	
1.2 Infrastructures de production et de commercialisation	17 201	41,6	9 686	23,4	10 462	25,3	1 544	3,7	2 458	5,9	41 351	
1.3 Services financiers aux agroentreprises	2 526	43,9	1 422	24,7	1 594	27,7	208	3,6	-	-	5 750	
1.4 Renforcement institutionnel	2 784	45,1	1 569	25,4	1 594	25,8	229	3,7	-	-	6 176	
<b>Sous-total</b>	<b>50 384</b>	<b>46,4</b>	<b>27 016</b>	<b>24,9</b>	<b>26 146</b>	<b>24,1</b>	<b>2 503</b>	<b>2,3</b>	<b>2 458</b>	<b>2,3</b>	<b>108 507</b>	
2. Gestion et coordination des projets	9 616	44,7	5 066	23,6	3 854	17,9	553	2,6	2 419	11,2	21 508	
<b>Total</b>	<b>60 000</b>	<b>46,1</b>	<b>32 081</b>	<b>24,7</b>	<b>30 000</b>	<b>23,1</b>	<b>3 057</b>	<b>2,4</b>	<b>4 877</b>	<b>3,8</b>	<b>130 015</b>	

## B. Financement de projet

Tableau 2  
**Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		CDDN		Gouvernement fédéral		Administrations des États		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	16 732	43,7	9 421	24,6	8 211	21,4	1 506	3,9	2 458	6,4	38 328
2. Véhicules et motocyclettes	1 293	49,9	529	20,5	637	24,6	129	5,0	-	-	2 588
3. Services de consultants	3 550	41,6	2 249	26,4	2 311	27,1	314	3,7	100	1,2	8 524
4. Matériel et fournitures	399	56,1	134	18,9	147	20,7	31	4,3	-	-	711
5. Traitements et indemnités	3 592	40,8	1 537	17,5	1 350	15,3	-	-	2 319	26,4	8 797
6. Dépenses de fonctionnement	900	33,4	689	25,6	1 020	37,9	84	3,1	-	-	2 692
7. Dons et subventions	21 450	49,5	10 725	24,8	11 146	25,7	-	-	-	-	43 321
8. Formation	5 737	47,7	3 231	26,9	2 589	21,5	472	3,9	-	-	12 029
9. Ateliers	6 348	48,7	3 566	27,4	2 589	19,9	522	4,0	-	-	13 024
<b>Total</b>	<b>60 000</b>	<b>46,1</b>	<b>32 081</b>	<b>24,7</b>	<b>30 000</b>	<b>23,1</b>	<b>3 057</b>	<b>2,4</b>	<b>4 877</b>	<b>3,8</b>	<b>130 015</b>

## C. Résumé des avantages et analyse économique

21. Durant ses six années d'exécution, le projet LIFE-ND devrait générer les avantages quantifiables suivants:

- Création d'emplois: au moins 25 500 nouveaux emplois, répartis comme suit: jeunes hommes 7 069 (28%); jeunes femmes 5 553 (22%); femmes 5 950 (24%) et hommes 6 428 (26%).
- Hausse du revenu annuel des bénéficiaires dans les domaines suivants: production de cacao 1 152 950 ₺; production de bananes plantain 1 144 310 ₺; production d'huile de palme 2 034 060 ₺; production de manioc 160 700 ₺; riziculture 246 970 ₺; aviculture 535 280 ₺; production

halieutique 407 390 ₺; transformation du poisson 291 710 ₺; transformation du fruit du palmier 1 331 200 ₺; usinage du riz 989 760 ₺; et transformation du manioc 672 640 ₺.

- c) Hausses de rendement résultant d'une amélioration des pratiques de gestion, à hauteur des estimations suivantes: cacao 30%; bananes plantain/bananes 40%; huile de palme 40%; taux de charge des bassins d'aquaculture 50% (de 800 à 1 200 poissons); transformation des fruits du palmier 50% (de 20 à 30 tonnes) par transformateur; transformation des tubercules de manioc 60% (de 25 à 40 tonnes) par transformateur; et usinage du riz paddy 30% (de 30 à 40 tonnes) par transformateur.
  - d) Amélioration de la sécurité alimentaire grâce à une hausse de la production des cultures vivrières de base, de la production halieutique et de l'aviculture; grâce à des régimes alimentaires plus nourrissants et à une meilleure distribution des denrées produites.
  - e) Substitution des importations et économies de devises grâce à la hausse de production de denrées alimentaires jusqu'ici importées, telles que le riz, la volaille et le poisson.
22. Le taux interne de rentabilité financière globale du Projet national d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales est estimé à 43%, avec une valeur actuelle nette de 53 646 174 700 ₺, soit 175 889 100 USD, et un bénéfice net supplémentaire de 15 148 983 800 ₺, soit 49 668 800 USD, sous réserve d'un coût d'opportunité du capital de 14%.
23. Le taux interne de rentabilité économique globale du Projet national d'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales est estimé à 35%, avec une valeur actuelle nette de 31 758 741 400 ₺, soit 104 120 000 USD, et un bénéfice net supplémentaire de 13 089 456 900 ₺, soit 42 916 300 USD, sous réserve d'un coût d'opportunité du capital de 14%.

#### D. Durabilité

24. La durabilité du projet LIFE-ND sera favorisée par: i) le cadre institutionnel existant formé par le Ministère de l'agriculture (le principal organisme d'exécution), la Direction de l'agriculture de la CDDN (organisme co-chargé de l'exécution), les ministères d'État en charge de l'agriculture et leurs projets de développement agricole, le réseau des agroentreprises de jeunes (organisation bénéficiaire) et les organisations faïtières de producteurs; ii) un accord de partenariat public-privé visant à accroître la part de marché des bénéficiaires; iii) des liaisons avec les marchés de service (fournisseurs d'intrants, institutions financières, acheteurs de produits, fabricants d'équipements, ONG et organisations de la société civile); iv) l'accent mis sur la rentabilité des entreprises; v) la prise en compte des problématiques touchant à l'inclusion sociale, à l'environnement et aux changements climatiques.

#### E. Identification et atténuation des risques

25. Conflits sociaux et agitation couvant chez les jeunes dans la région (jugé modéré). Le projet: a) se concentrera sur la création d'emplois chez les jeunes grâce aux agroentreprises; b) prévoira une solide stratégie de gestion des conflits à travers une approche participative, en mettant en relation les jeunes entrepreneurs en réussite avec les autres jeunes de la région; c) développera une stratégie de communication et de sensibilisation au niveau local qui soit suffisamment claire pour répondre aux attentes; d) mettra en place un mécanisme de réclamations et de doléances afin de désamorcer les conflits et de prévenir leur escalade.
26. Risque climatique (jugé modéré). Les risques climatiques majeurs sont les hausses de précipitations et de températures, et la possibilité que certaines activités (par exemple, la riziculture) génèrent des émissions de gaz à effet de serre. Le projet

LIFE-ND limitera ces émissions et les risques connexes en fournissant aux bénéficiaires du projet des services de formation et de vulgarisation dispensés par des spécialistes.

27. Risque environnemental (jugé modéré). La remise en état éventuelle des terres agricoles reconquises par les broussailles, la pollution des sources d'eau par les produits agrochimiques, la mauvaise gestion des déchets agricoles et les feux de brousse et de pipelines font partie des risques environnementaux. Le projet limitera ces risques en éduquant les agriculteurs et en refusant strictement de financer toute activité susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement.
28. Sécurité foncière et exclusion sociale (risque jugé modéré). Le projet: i) privilégiera les jeunes et les femmes pour l'accès à toute terre aménagée appartenant à l'État; ii) fera de l'accès garanti des jeunes et des femmes aux terres l'une des conditions préalables pour qu'une communauté soit admise à participer au projet.
29. Les conflits opposant les paysans et les éleveurs sur l'utilisation des ressources (risque jugé modéré) seront prévenus: i) en recommandant aux entrepreneurs agricoles d'éviter d'utiliser les terres situées dans des réserves de pâturage et aux alentours de parcours de pâturage; ii) en encourageant les agroentreprises à souscrire une assurance agricole pour compenser les pertes pouvant résulter des cultures détruites par les animaux et, ainsi, ne pas nourrir de ressentiment; iii) encourager les autorités locales à considérer certaines options telles que la création d'exploitations ou de zones de pâturage dédiées aux éleveurs pastoraux.
30. Risque politique et lié aux fonds de contrepartie (jugé modéré). Le projet LIFE-ND: i) sélectionnera les cultures prioritaires à soutenir dans chaque État, en concertation avec l'administration de l'État et selon l'importance de chaque type de culture au niveau des collectivités locales; ii) réduira les contributions aux fonds de contrepartie de la part des collectivités locales n'ayant pas été en mesure d'exercer leur autonomie budgétaire lors des dernières années; iii) s'agissant des fonds de contrepartie, limitera les exigences applicables aux administrations des États au seul paiement des salaires du personnel détaché et des locaux pour le bureau du projet, conformément aux recommandations de l'évaluation du programme de pays du FIDA et aux pratiques d'autres partenaires de développement intervenant dans le pays, tels que la Banque mondiale.
31. Le risque fiduciaire et de gouvernance (jugé élevé) sera limité par un strict respect des seuils relatifs aux passations des marchés, par des examens a posteriori et par l'adoption d'un système de passation des marchés centralisé faisant régulièrement l'objet d'audits indépendants. Enfin, l'équipe de projet échangera avec les hauts responsables de l'administration de l'État afin de réduire les coûts supportés par les bénéficiaires du projet dans l'exercice de leur activité, notamment les charges illégales prélevées lors du transport de leurs produits.
32. Le problème du sous-développement des infrastructures rurales (jugé modéré) sera traité: i) en appuyant une campagne sur la nouvelle économie interconnectée et sur les perspectives nées de la mondialisation, en vue de faire évoluer la mentalité tendant à considérer l'agriculture comme une profession exclusivement rurale; ii) en incitant les administrations des États à équiper les communautés rurales d'infrastructures de base; iii) en investissant dans des infrastructures sociales et de production, à l'appui des investissements prioritaires des jeunes et des femmes.
33. Risque de voir les incubateurs abandonner en cours de route (jugé faible). Le projet: i) tablera sur les départs naturels d'une certaine proportion de participants (5 à 10%) pour s'assurer que le nombre maximal prévu d'incubateurs et d'apprentis soit atteint; ii) mènera un processus de sélection rigoureux pour les apprentis en s'appuyant sur les garanties des associations communautaires et de producteurs.

34. Accès au marché. Le projet aidera les bénéficiaires à obtenir des informations sur les marchés et à développer leurs capacités au moment opportun pour accéder aux principaux circuits commerciaux locaux et extérieurs.
35. Risque d'accaparement par les élites (jugé élevé). Le projet mettra en place une procédure rigoureuse de vérification préalable et d'intégrité à l'heure de sélectionner les jeunes et les femmes candidats, afin de s'assurer que seules les personnes répondant aux critères établis soient admises à participer au projet.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

36. L'objectif général du FIDA en matière de développement pour la période 2016-2025 est d'investir dans les populations rurales afin que celles-ci parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire grâce à des moyens de subsistance rémunérateurs, durables et résilients. Pour atteindre cet objectif global, le FIDA souscrit aux principes d'engagement suivants: a) le ciblage; b) l'autonomisation; c) l'égalité des sexes; d) l'innovation, l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle; e) les partenariats.

### B. Alignement et harmonisation

37. La note conceptuelle du projet LIFE-ND et le COSOP 2016-2021 ont été approuvés par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2016. L'objectif du COSOP est de "parvenir à une économie rurale dans laquelle la population cible tire de la croissance économique prospérité et bénéfices équitables".
38. Le projet LIFE-ND fournit un appui direct à la politique agricole du Nigéria ainsi qu'au Cadre stratégique et au Plan d'exécution pour l'emploi des jeunes et la création d'emplois. Ce cadre stratégique a été conçu en réponse au nombre important et croissant de jeunes en situation instable et sans emploi, en particulier dans les zones rurales.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

39. Sur la base des enseignements tirés des deux EPP réalisées en 2008 et en 2015, du COSOP, du rapport d'achèvement interne sur le portefeuille et des rapports d'achèvement des derniers projets financés par le FIDA, la conception du projet LIFE-ND a incorporé le modèle d'incubation des entreprises innovantes mis au point par le CBNRMP. Ceci a permis aux jeunes de découvrir les agroentreprises tout en proposant un modèle efficace de mentorat de jeune à jeune en vue de créer des emplois décents et de partager des savoirs.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

40. Le projet LIFE-ND contribuera au renforcement des projets de développement agricole, à l'appui d'une concertation efficace sur les politiques relatives à la vulgarisation, à l'assurance qualité des services fournis aux bénéficiaires et aux activités de S&E. L'utilisation de circuits de communication réguliers et structurés entre les bénéficiaires/incubateurs au niveau local et l'unité fédérale de coordination du projet au sein du Ministère de l'agriculture constitue un élément de conception visant à encourager l'apprentissage au niveau fédéral et la reproduction des bonnes pratiques.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

41. Un accord de financement entre la République fédérale du Nigéria et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
42. La République fédérale du Nigéria est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

43. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale du Nigéria un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à quarante-deux millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (42 400 000 DTS), qui sera régi par des conditions conformes en substance aux conditions énoncées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo



## Negotiated financing agreement

### Livelihood Improvement Family Enterprise Project in the Niger Delta

(Negotiations concluded on 6 December 2017)

Loan No: \_\_\_\_\_

Project Title: Livelihood Improvement Family Enterprises Project in the Niger Delta of Nigeria ("the Project") (LIFE-ND)

Federal Republic of Nigeria, represented by the Federal Ministry of Finance (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

A. The Project was designed over an implementation period of twelve years, divided in two phases of six years each;

B. The Fund has agreed to provide a loan to the Borrower to finance the implementation of the first phase upon terms and conditions set forth in this Agreement;

HEREBY agree as follows:

#### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### Section B

1. The amount of the Loan is forty two million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 42 400 000).

2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be United States Dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. There shall be an account designated to receive funds in advance from the IFAD loan in USD (Designated Account) for the exclusive use of this Project in the Central Bank of Nigeria. The IFAD funds will not be mingled with other funds.
7. The Borrower shall open and thereafter maintain a Draw Down Account in Naira to receive Financing from the Designated Account and a LIFE-ND Project Account (Project Account A) in Naira to receive Financing from the Draw Down Account. The Borrower shall also open and thereafter maintain a Project Account in Naira for the LIFE-ND Government counterpart contributions to the Project (the Federal Counterpart Fund Account). The LIFE-ND Project Coordination Office shall be authorized to manage the Designated Account, the Draw Down Account, the Project Account A and the LIFE-ND Counterpart Fund Account. Moreover, the Borrower shall cause each participating state to open and thereafter maintain: (i) a state Project account (each a "State Project Account B" and, collectively the "State Project Accounts B") to receive IFAD loan funds from the Draw Down Account, and (ii) a State Counterpart Fund Account to receive state counterpart funds. Each State Project Coordination Office (SPCO) shall be authorized to manage its Project Account B and the State Counterpart Fund Account. The IFAD funds will not be mingled with other funds.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of three million and sixty thousand United States dollars (USD 3 060 000) equivalent, to cover all taxes and duties as well as a portion of operating costs respectively at the Federal and Project States levels. Additional co-financing in the amounts of four million nine hundred thousand United States dollars (USD 4 900 000) equivalent shall be provided to the Project by the Project States. The Project State contribution shall partly be used to cover the salaries and allowances of the SPCOs.

### Section C

1. The Lead Project Agency shall be Federal Ministry of Agriculture and Rural Development.
2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund, Federal Ministry of Agriculture and Rural Development (FMARD) and the Federal Ministry of Finance (FMF).

## Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) Key Project staff shall have been transferred, suspended, or terminated without the Fund's prior no-objection; and
- (b) The Project Implementation Manual ("PIM") referred to in Paragraph 17, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Designated Account, the Draw Down account, the Project Account A and the Federal Project Account, shall have been duly opened;
- (b) The RPCO shall have been duly established and its key staff including, the Regional Project Coordinator, Financial Controller, the Project Accountant, Procurement Officer, Monitoring and Evaluation officer shall have been recruited through a competitive process with the prior endorsement of the Fund;
- (c) The Project Implementation Manual including the financial administration and accounting manual, shall have been submitted to and approved by, the Fund.

3. This Agreement is subject to ratification and will take effect upon receipt by IFAD of evidence of inclusion of the Loan in the National Borrowing Plan or receipt of Government's Legal Opinion. The evidence of inclusion of the Loan in the National Borrowing Plan shall be signed by the Minister of the Federal Ministry of Finance.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

The Honourable Minister of Finance  
Federal Ministry of Finance  
Ahmadu Bello Way  
Central Business Area  
Abuja, Nigeria

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA

\_\_\_\_\_  
(Authorized Representative)  
(Name and Title)

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Project area. LIFE-ND will be implemented in the Niger Delta states. IFAD financing will cover Abia, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo and Ondo states; while the Niger Delta Development Commission (NDDC) financing will cover Akwa Ibom, Imo and River states.

2. Target group: In the six states covered by IFAD, LIFE-ND will primarily target 25,500 youth and women beneficiaries as apprentices that will come out of the incubation system with their own profitable enterprises and decent jobs, and eventually serve as incubators themselves. It will also target about 600 established and potential enterprise incubators as a pathway for job creation and economic empowerment of the beneficiaries. The beneficiaries will be youth aged 18 to 35 years and women headed households with children under the age of 15. Overall, the Project will target 50 percent male and 50 percent female participation. The beneficiaries will be selected at the village level, while incubators will be identified on the basis of their involvement in market linkage activities; adoption of out-grower model; experience in the incubation of new enterprises; and technical, financial, managerial and infrastructure capacity to provide enterprise incubation services to apprentices.

3. Development Goal. The overall Project goal is to realize a transformed rural economy in which the rural population can derive prosperity and equal benefit.

4. Development Objective. The Project development objective is to enhance income, food security and job creation for rural youth and women through agri-enterprise development on a sustainable basis in the Niger Delta region of Nigeria.

5. Components and outcomes. The Project is structured along two components and related sub-components:

5.1 Component 1: Enhancement of economic opportunities for rural youth and women. This component aims at facilitating the establishment of profitable agribusiness by beneficiaries. It is supported by four mutually reinforcing subcomponents.

Subcomponent 1.1: Support to rural agribusiness incubation will generate about 25,500 agri-enterprises through the incubation system.

Subcomponent 1.2: Support to rural agribusiness production and marketing infrastructure will support the demand-driven development of about 30,000 ha of land, a variety of production and processing facilities, and the construction of farm roads and bridges to facilitate market access.

Subcomponent 1.3: Promotion of financial services for rural agribusiness will support enterprise development through: (i) savings promotion, (ii) payment systems and (iii) cashless credit in off-taker pre-financing arrangements. Other systems currently under development including Bank of Agriculture's credit facility and the Nigeria Insurance Risk-based Agricultural Lending Micro Small and Medium Enterprise Development Fund will be reviewed, based on their effectiveness for possible inclusion in LIFE-ND during midterm review.

Subcomponent 1.4: Institutional strengthening and knowledge management will support capacity building of rural institutions, including the Commodity Apex Development Associations (CADA) of the CBNRMP and technical assistance to the

state level Agriculture Development Projects (ADPs) for inclusive pluralistic extension delivery services, up-scaling of the commodity alliance forum of the VCDP, support to stakeholders and Civil Society Organisations (CSOs) to effectively monitor the Project's activities.

5.2 Component 2: Project management and coordination. This component will focus on the efficiently and effectively managed Project achieving results with communication and knowledge management integrated in all aspects of operations. The Project is expected to obtain the following outcomes:

- Market driven rural business incubators are strengthened.
- Production, productivity and marketing of agro-entrepreneurs are improved through public-private producer partnership (PPP) models.
- Market participation and profitability of beneficiaries enhanced through sustainable enterprises, improved market infrastructure, access to financial services, access to land as well as use of improved technologies.
- Increased ease of beneficiaries doing agribusiness.

## II. Project implementation

6. The implementation of the Project will be governed by six main principles: (i) alignment, to the extent possible, with the Federal Government's systems and procedures, especially those governing public expenditure management and procurement; (ii) performance-based engagement of private sector Implementation partners; (iii) continuous monitoring of public sector implementing partners and ensuring that their capacity is adequately strengthened so as to enable them to deliver on their mandates; (iv) empowerment of beneficiaries to take a leading role in Project implementation through their grassroots institutions; (v) stronger partnerships and harmonization with other development partners and stakeholders in the sector; and (vi) facilitation of enterprise creation to generate decent jobs for youth and poor women.

### A. Overall implementation arrangements and responsibilities

7. The FMARD is the lead implementation agency while NDDC is an implementing partner to the FMARD.

8. National level liaison office. LIFE-ND, in collaboration with the Value Chain Development Programme (VCDP), will facilitate certain key functions with a national level liaison office. This office will include: (i) a national level liaison officer (funded by LIFE-ND) that liaises on behalf of IFAD projects to the FMARD Project Coordination Unit; (ii) a knowledge management officer (funded by VCDP) responsible for overall M&E data consolidation and reporting; and (iii) contracted centralized services that may include procurement, consultancies, etc. and funded by one of the projects.

9. Project coordination and management (PCM) will be decentralized to four levels: federal, regional, state, and local government area (LGA). At the federal level, a National Steering Committee to be chaired by the Minister of Agriculture and composed of stakeholders representatives which will include the Permanent Secretary of the FMARD, Head of the Project Coordination Unit (PCU) recently created by FMARD to coordinate donor-funded projects/programmes, Directors of Department of Extension and Department of Agriculture in the FMARD, Director of Agriculture and Fishery Directorate in the NDDC, Director and Deputy Directors of IER of FMF, Federal Ministry of National Planning and Budget, Water Resources, Environment and Labour, Director of FMARD Rural Development; Director of FMARD Agribusiness, Processing and Marketing; Development Finance Department of Central Bank of Nigeria (CBN), Representative of Youth Group, will provide oversight to the implementation of the LIFE-ND and approve

the annual work plan and budget (AWPB). The National LIFE Project Coordinator will serve as Secretary to the National Steering Committee which is expected to meet once per year. The Regional LIFE-ND will serve as co-secretary.

10. At the regional level, a Technical Support Committee (TSC) chaired by the Managing Director of NDDC or his designee will comprise the NDDC Director of Agriculture and Fisheries, NDDC Director of Planning, National Project Coordinator of LIFE, FMARD Regional Director, Regional Project Coordinator (who serves as Secretary), representative of FMF, Head of PCU, representatives of recognised youth and women organisations, one representative from private sector operators of the Commodity Alliance Forum from each participating state, as well as relevant financial institutions and research institutions. The TSC will meet quarterly to review progress of Project implementation and provide guidance for the smooth implementation of the Project activities, or whenever there is an urgent technical issue that requires the attention of the Committee.

The Regional Project Coordination Office (RPCO) will have direct responsibility for supervision, technical support and coordination of the activities of the SPCOs. Headed by the Regional Project Coordinator (RPC), the RPCO will have the following professional staff: Agribusiness Promotion Coordinator, Rural Infrastructure Coordinator, Rural Institutions Coordinator, Monitoring and Evaluation (M&E) Coordinator, Knowledge Management and Communication (KMC) Coordinator, Project Financial Controller, Project Accountant, Procurement Coordinator, Administration and Logistics Officer, and Project Internal Auditor. In addition, subject matter specialists will be hired when the need arises for the following areas relevant for overall Project implementation: (i) Rural Finance; (ii) Gender and Youth; (iii) Climate and Environment; (iv) Nutrition and Food Security; (v) Sustainable Agriculture; and (vi) Project Management, under the technical assistance category of the Project. The professional staff of the RPCO shall be recruited on a competitive basis and a suitably qualified staff from NDDC's Directorate of Agriculture and Fisheries will be deployed to work in the RPCO as one of the professional staff indicated above. Such staff shall report to the Regional Project Coordinator. Each Key Staff (Coordinators) will have an assistant to be competitively recruited. There will be limited number of support staff (like drivers, cleaners, receptionist, etc.) to be cleared by IFAD based on need.

11. At the state level, a State Project Steering Committee (SPCM) chaired by the Commissioner of Agriculture and composed of the commissioners of Finance, Budget and Planning, Women Affairs, representatives of government agencies and departments responsible for youth and women empowerment, FMARD State Director, representatives of selected commodity associations in the State, representatives of youth and women organisations, and relevant financial institutions, will provide oversight function on the Project and approve the AWPB at the state level. In addition the State Project Steering Committee will facilitate the effective participation of relevant actors in the Project.

12. Each participating state will have a State Project Coordination Office (SPCO) responsible for the coordination and supervision of project activities in the state and housed in the ADP. Headed by the State Project Coordinator (SPC), the SPCO will have the following professional staff: Agribusiness Promotion Officer, Rural Infrastructure Officer, Rural Institution/Gender and Youth Officer, M&E Officer, KMC Officer, State Project Accountant, State Finance Officer, Procurement Officer, Administration and Logistics Officer, as well as State Project Accountant, State Finance Officer and State Project Internal Auditor. In addition, subject matter specialists will be hired when the need arises for the following areas: Rural Finance, Gender and Youth, Climate and Environment, Nutrition and Food Security, Sustainable Agriculture, and Project Management, under the technical assistance category of the Project. Professional staff shall be recruited on a competitive basis and a suitably qualified staff from NDDC's state office will be deployed to work in the SPCO as one of the professional staff indicated above. Such staff shall report to the State Project Coordinator. Alternatively the Financial Management function

of the SPCO outlined above may be outsourced to the Project Financial Management Units (PFMUs) under the State Accountant General's Office subject to IFAD's prior no-objection. Project implementation will be based on service contract to the competent and competitively engaged service providers.

13. At the local government area (LGA) level, the Project will maintain a Desk Office in the Department of Agriculture. The Desk Officer will be responsible for sensitization and advocacy at the community level under the guidance of the SPCO and will also participate in the selection of Project beneficiaries.

14. At the community level, the Project will strengthen the existing Commodity Apex Development Associations (CADA) through capacity building and promote the formation of new CADAs where they do not exist to promote further agribusiness among youth and women for employment creation. The CADAs will be encouraged to form a federated CADA at the state level from their representatives to ensure strong and viable agribusiness associations.

B. Partnerships for Project implementation

15. The key implementing partners for the Project include:

- (a) at the federal level, (i) the Federal Ministry of Agriculture and Rural Development, the Lead Implementing Agency; (ii) the Federal Ministry of Finance, the Borrower; and (iii) the Central Bank of Nigeria, for rural finance inclusion;
- (b) at the regional level, (iv) the Niger Delta Development Commission, a financing and implementing partner with a mandate for the development of the Niger Delta region;
- (c) at the state level, (v) the State Ministry of Agriculture, and (vi) the Agricultural Development Programme;
- (d) at the LGA level, (vii) the Department of Agriculture; and
- (e) at the community level, (viii) the Commodity Apex Development Association, (ix) the incubators, and (x) the apprentices.

16. The PCU, Bank of Agriculture, the Nigerian Incentive Based Risk Sharing System for Agricultural Lending (NIRSAL), the Small and Medium Enterprise Development Agency, the Federal Ministry of Women Affairs, and institutions within the National Agricultural Research System, are also expected to play vital support roles.

17. Project Implementation Manual (PIM). The RPCO shall prepare a draft PIM for initial approval by the FMARD, which shall include, inter alia:

- (i) Implementation responsibilities of the RPCO and SPCOs and PFMU as well as terms of reference of Project staff, consultants, service providers and other parties involved in implementation of the Project, as well as a framework agreement for engagement of service providers;
- (ii) Eligibility criteria and selection procedures with respect to Project beneficiaries and activities to be financed under the Project; and
- (iii) Detailed procedures for Project implementation, including a Financial Administration Manual covering financial management, audit and flow of funds arrangements.

Through the FMARD, the RPCO shall forward the draft PIM to the Fund for its comments no later than ninety (90) days after the entry into force of this Agreement. The Lead Project Agency shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund, and shall promptly provide copy thereof to the Fund.



## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan Amount (expressed in SDR)	Percentage of Financing (net of taxes and duties under Terms described below)
I. Civil Works	10 640 000	100 % net of: taxes, Federal and State Government contribution and beneficiary contribution
II. Equipment and Materials(including Vehicles)	1 070 000	100 % net of: taxes, Federal and State Government contribution and beneficiary contribution
III. Consultancies (including Training and Workshops)	9 940 000	100 % net of: taxes, Federal and State Government contribution and beneficiary contribution
IV. Grants and subsidies	13 650 000	100 % net of: taxes, Federal and State Government contribution and beneficiary contribution
V. Operating cost (including Salaries and Allowances)	2 860 000	100 % net of: taxes, Federal and State Government contribution and beneficiary contribution
Unallocated (10%)	4 240 000	
<b>TOTAL</b>	<b>42 400 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category II "Equipment and Materials" means Eligible Expenditures related to Equipment and Materials as well as Vehicles and motorcycles.

Category III "Consultancies" means Eligible Expenditures related to Consultancies, Technical Assistance, Trainings and Workshops.

Category V "Operating cost" means Eligible Expenditures related to Salaries and Allowances as well as operating cost of the RCPO and SPCOs.

2. Start-up Costs. To facilitate a prompt start-up, withdrawals of up to USD 500 000 may be made to incur expenditures related to the Project start-up before the satisfaction of the additional general conditions precedent to withdrawal. The start-up funds will include inter alia: (i) establishment of the RCPO and salaries of key staff; (ii) formulation of the Project Implementation Manuals including the financial procedures, accounting and procurement manual; (iii) preparation of the first annual work plan and budget (AWPB) and procurement plan; (iv) organization of a start-up workshop; (v) preparation specifications for the accounting software; (vi) finalization of the scope of work and the terms of reference (ToRs) of the internal auditor as well as report format; and (vii) finalization of the agreement/MoU templates to be used with the States and other implementing partners.

## Schedule 3

### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Recruitment of staff. The Borrower shall ensure that RPCO, and SPCO staff are recruited in conformity with the PIM. All such staff shall be contracted under procedures acceptable to the Fund following an open, transparent and competitive process and have qualifications and experience commensurate with their duties. The recruitment process and the appointment of the staff shall be subject to no-objection of the Fund. In addition, VCDP will assist and facilitate the engagement of key staff of LIFE-ND, including handling of advertisement, shortlisting of candidates, inviting candidates for the interview, organizing venue and logistics for the interview, as well as delivery of engagement letter to successful candidates.
2. Accounting software. The Borrower shall ensure that the RPCO, and each SPCO put in place an automated accounting software acceptable to the Fund within the first six months of implementation of the Project.
3. Transfer of the Proceeds of the Financing to the Project States. The Borrower shall ensure that the proceeds of the IFAD loan are not transferred to any participating state until each such State shall have: (i) opened its State Project Account B; (ii) entered into a subsidiary agreement with the Borrower, in form and substance acceptable to the Fund, setting forth the scope of the work to be undertaken, expected targets, estimated budget for specific activities, clearly defined target indicators, as well as proposed flow of funds arrangements and (iii) set up acceptable Financial Management arrangements to the Fund including adopting financial procedures manual, and hiring of the State Project Accountant, Internal Auditor and state finance officer. As an alternative to point (iii) above and subject to the Fund's prior no-objection, the SPCO may enter into a Memorandum of Understanding with the PFMUs under the State Accountant General's Office, in form and substance acceptable to the Fund, setting forth the scope of the work to be undertaken, expected targets, responsibilities and service standards expected of the PFMU.
4. Audit. The Borrower shall ensure that the RPCO shall appoint, based on terms of reference approved by the Fund, an independent auditor acceptable to the Fund to audit the consolidated financial statements of the entire Project on an annual basis, in accordance with international auditing standards and IFAD guidelines on Project Audits. An audited annual financial statement for the entire Project at Federal and State levels, together with a management letter on audit observations on internal controls, shall be submitted to the Fund within six (6) months of the fiscal year end.
5. Misuse of Funds at Community Level. The Borrower shall ensure that: (i) any misuse of funds at community level shall be handled by community members; (ii) village community members report the misuse to local police; (iii) rules are established for the misused funds to be refunded to the Project; (iv) a complaints handling mechanism shall be established and publicised through a communications campaign so that the beneficiaries contact the Internal Auditor of the Project to address complaints, requests and/or questions.

# Cadre logique

Narrative Summary	Performance Indicators	Baseline	Targets		Means of Verification (MoV)	Frequency of Verification	Responsibility	Assumptions
			Mid-Term (Y3)	End of Project				
<b>Outreach</b>	Number of households benefiting from services supported of facilitated by the project	-	7 500	26 100	Progress Reports Impact Assessment Studies	Annually	PCOs FMARD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project Implementation is not delayed</li> <li>Effective M&amp;E system is in place</li> </ul>
<b>Goal:</b> Transformation of the rural economy in which all the rural population can derive prosperity and equal benefit	Per cent reduction in rural households living below the poverty line in the targeted village areas	Baseline Data	-	50 per cent	Progress Reports Impact Assessment Studies National Statistics	End of Project	PCOs FMARD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Militancy allows implementation</li> <li>Up to 600 incubation centres are established and willing to mentor apprentices</li> <li>Youth are willing to effectively participate in LIFE</li> <li>Institutions are strengthened</li> <li>Government policy supports land acquisition, feeder roads, and private sector inclusion</li> </ul>
	Improved household assets ownership index (CI)	Baseline Data	-	20 per cent	Progress Reports Impact Assessment Studies National Statistics	End of Project	PCOs FMARD	
<b>Development objective:</b> Income, food security and job creation for rural youth and women through agribusiness development are enhanced on a sustainable basis.	Reduction in the number of households experiencing food insecurity in participating village areas	Baseline Data	-	60 per cent	Progress Reports Impact Assessment Studies National Statistics	End of Project	PCOs FMARD	
<b>Outcome: Subcomponent 1.1: Support to Rural Agribusiness Incubation</b>								
<b>Outcome 1:</b> Establishment of Sustainable Economic Enterprises	Percentage of supported enterprises operating profitably after two production cycles of operation	N/A	85 per cent	85 per cent	Progress Reports	Annually	PCOs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implementing agencies have adequate capacity</li> <li>Suitable enterprises to serve as incubators are available in the project area</li> <li>Training is demand driven</li> </ul>
	Number of new jobs created (CI)	N/A	7 500	25 500	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Subcomponent 1.2: Production and Marketing Infrastructure Support to Agribusinesses</b>								
<b>Outcome 2:</b> Agribusiness-driven infrastructure for improved access to market and sustainably managed by beneficiaries is realized	Percentage of households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities (CI)	N/A	85 per cent	85 per cent	Progress Reports	Annually	PCOs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bulk lands are available and owners are willing to lease them to the youth</li> <li>Adequate Operation and Maintenance of infrastructure is ensured by users</li> </ul>
<b>Subcomponent 1.3: Financial Inclusion Support for Agribusiness</b>								
<b>Outcome 3:</b> Enhanced access to financial services for beneficiaries and their organizations	Amount of credit leveraged for supported agribusinesses	N/A	-	US\$2 M	Progress Reports	Annually	PCOs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Availability of financial service providers in the target locations</li> <li>Banks, willing to lend at affordable cost to beneficiaries</li> </ul>
	Percentage of persons supported by the project reporting using financial services (CI)	N/A	0,35%	85 per cent	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Subcomponent 1.4: Rural Institution Strengthening</b>								

<b>Outcome 4:</b> Rural institutions are able to identify and address infrastructure, policy and regulatory challenges	Number of existing/new laws, regulations policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment (CI)	N/A	-	6	Progress Reports	Annually	PCOs	<ul style="list-style-type: none"> <li>State policy on agriculture and extension is reviewed to incorporate private sector inclusion and</li> <li>ADPs are open to change</li> </ul>
<b>Outputs: Subcomponent 1.1: Support to Rural Agribusiness Incubation</b>								
<b>Output 1.1 :</b> Rural Agribusiness Incubation networked and supported	Number of rural enterprises accessing business development services (CI)	N/A	7 500	25 500	Progress Reports	Annually	PCOs	
	Number of people trained in Income Generating Activities (CI)	N/A	7 500	25 500	Progress Reports	Annually	PCOs	
	Number of rural producers accessing production inputs and/or technological packages (CI)	N/A	7 500	25 500	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Subcomponent 1.2: Production and Marketing Infrastructure Support to Agribusinesses</b>								
<b>Output 1.2a:</b> Establishment and improvement of feeder roads	Number kilometers of road constructed, rehabilitated or upgraded (CI)	N/A	60	180	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Output 1.2b:</b> Land development for Agricultural Production	Number of hectares of land developed for agricultural production	N/A	6 000	30 000	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Output 1.2c:</b> Establishment/Provision of production and processing facilities	Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated (CI)	N/A	60	120	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Subcomponent 1.3: Financial Inclusion Support for Agribusiness</b>								
<b>Output 1.3a:</b> Increased Savings and internal capital accumulation among individuals and groups in the project area	Number of persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services (CI)	N/A	7 500	25 500	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Subcomponent 1.4: Rural Institution Strengthening</b>								
<b>Output 1.4a:</b> Capacity Building of Rural Institutions.	Number of Rural Institutions supported by the project (CI)	N/A	300	600	Progress Reports	Annually	PCOs	
<b>Output 1.4b:</b> Platforms for policy dialogue established	Number of functioning multi-stakeholder platforms supported (CI)	N/A	3	6	Progress Reports	Annually	PCOs	